

*COMITE INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE  
SAHEL  
(CILSS)*

*COMMISSION EUROPEENNE  
(CE)*

**PROGRAMME REGIONAL**

**"AMELIORATION DES INSTRUMENTS DU DIAGNOSTIC  
PERMANENT POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE REGIONALE"  
Phase III**

**MALI**

**RAPPORT D'EVALUATION / PROGRAMMATION  
DIAPER III AN IV**

**M. P. DELORME**      **CESD Communautaire**

**M. S. HEBIE**      **ECA/DIAPER III**      **DECEMBRE 1996**

# **REPUBLIQUE DU MALI**

Rapport de la mission d'évaluation (96/97) et de programmation (97/98)

du projet DIAPER III

(du 6 au 12 décembre 1996)

## **Avant - propos**

Dans le cadre du Projet DIAPER III, une mission d'évaluation du Devis-Programme III et de programmation du Devis-Programme IV a été effectuée du 14 au 20/12/1996 par Messieurs P.DELORME, du CESD-Communautaire, et Sekou HEBIE, coordonnateur de l'Equipe Centrale d'Animation.

## SOMMAIRE

<b>RESUME ET CONCLUSIONS</b>	<b>3</b>
<b>ASPECTS INSTITUTIONNELS</b>	<b>3</b>
<b>ASPECTS TECHNIQUES</b>	<b>3</b>
<b>1 - EVALUATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE</b>	<b>1</b>
<b>1.1 Aspects institutionnels.</b>	
1.1.1 Animation locale	1
1.1.2 La composante nationale	1
1.2.1. Aspects organisationnels	1
1.2.2 La technique	2
1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement (Cf. tableau annexe 5)	3
1.2.4 La documentation et les publications	7
1.3 Le Système d'Information sur les Marchés à bétail.	8
1.4 L'animation locale	9
1.4.1 Relations de collaborations	11
1.4.2 La centrale d'information	11
1.4.3 L'Appui technique	12
1.5 Gestion des devis programmes	12
1.6 Mise en oeuvre des conditionnalités.	13
1.6.1 Le Comité de Sécurité Alimentaire.	14
1.6.2 Prise en charge des frais de collecte	14
<b>II. PROGRAMME D'ACTIVITES 1997/1998</b>	<b>15</b>
<b>2.1. Les enquêtes</b>	
2.1.1. L'enquête agricole de conjoncture et stocks paysans (EAC)	15
2.1.2 Système d'information sur le marché à bétail (SIM bétail)	17
<b>2.2. L'animation locale</b>	<b>18</b>
<b>2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte</b>	<b>18</b>
<b>2.4. Budget</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>19</b>

## RESUME ET CONCLUSIONS

### ASPECTS INSTITUTIONNELS

Il n'existe pas de modifications majeures quand aux différentes institutions qui composent le dispositif d'information au Mali. La composante nationale fonctionne et se réunit régulièrement tout au long de la campagne. Les structures participantes sont identiques à celles de l'année passée.

### ASPECTS TECHNIQUES

#### L'enquête agricole

Le dispositif technique est identique à la précédente campagne soit une échantillon de:

- 500 S.E (section d'énumération)
- 2500 exploitations agricoles.

Le personnel mis à disposition de l'enquête par les deux structures partenaires (DNA, DNSI) est identique à celui de l'an passé et sera reconduit pour la prochaine campagne.

La mission a constaté une amélioration du taux de couverture de l'enquête prévisionnelle par rapport à la campagne 95/96. Ce taux est passé de 67 à 78 %, ce qui devient acceptable pour des prévisions, il reste néanmoins des efforts à fournir dans ce domaine pour améliorer les prévisions.

Suite aux recommandations de la précédente mission, un certain nombres de points ont été améliorés:

la coordination sur le terrain entre les deux structures participantes semble bien fonctionner,

le dispositif de contrôle a vu l'élaboration d'un cadre formalisé (création de fiches de contrôles et d'un manuel du contrôleur). Ces documents vont être amendés au cours de la formation du mois de février 97 et adoptés définitivement pour la prochaine campagne. Au même titre un manuel du superviseur a été élaboré.

Concernant la phase de collecte de terrain, il a été signalé des difficultés dans la mobilisation à temps des moyens de transports des enquêteurs. En effet, le parc de mobylettes nécessite tous les ans de sérieuses réparations. Le moyens affectés sont non seulement modestes mais mis tardivement à la disposition des enquêteurs .

Ce parc est d'ailleurs insuffisant et son amortissement ne dépassera pas le fin du projet. Avec l'épuisement de la ligne équipement sur budget DIAPER, il convient d'ores et déjà de rechercher des solutions pour son renouvellement

Les moyens financiers ont été débloqués le 11 Juin, ce qui constitue une amélioration par rapport aux campagnes antérieures.

**Le traitement des données** a souffert cette année d'un manque d'organisation dans le domaine de la saisie, ce qui a occasionné des retards dans la publication des résultats définitifs. Ceux ci n'ont en effet été publiés qu'en Août 96, pour les résultats définitifs 95/96.

Néanmoins, les résultats prévisionnels de la campagne 96/97 ont été publiés à temps.

Si l'adoption d'un masque de saisie performant permet de résoudre certain problèmes techniques, il n'en demeure pas moins que ce travail doit être contrôlé au même titre que les autres phases de l'enquête. Une organisation plus stricte de travail des agents de saisie doit être assurée par les responsables de l'enquête.

**La documentation d'enquête** est presque complète, il reste à réaliser:

- 1) le manuel de saisie et de traitement
- 2) le manuel de méthodologie générale.

Les **publications** ont été améliorées tant sur le plan de la présentation des résultats que sur la forme. Il reste cependant le problème des cultures secondaires, qui doivent être séparées des productions principales (céréalières et de rente). Ces cultures secondaires devraient être mises en annexe avec les avertissement nécessaires sur la qualité de ce type de données. Cette séparation permettra de rendre les publications plus lisibles et assurera une meilleure crédibilité des données sur les principales cultures vis à vis des utilisateurs. De plus,

*La mission recommande donc:*

- 1) que le plan de présentation ci dessus proposé, soit mis en œuvre dès la publication des résultats 96/97.
- 2) que les résultats de la campagne 97/98 soient publiés en octobre 97 pour les prévisions de récolte et en Mars 98 pour les résultats définitifs conformément au calendrier initial.

**Le SIM bétail.**

Le dispositif est identique à celui de l'année passée, et les activités dans le Nord on pu reprendre notamment à GAO et ANSONGO.

Le SIM bétail a produit et diffusé mensuellement un bulletin rapide sur les prix (4 pages) ainsi que ses bulletins radio. Par contre, le rapport mensuel qui comprend une analyse plus approfondie de la situation est publié régulièrement mais avec plusieurs mois de retard, ce qui ne permet pas d'atteindre les objectifs visés par ce type de publication. De plus, ce rapport doit être grandement amélioré sur le fond et sur la forme.

*Au vu de cette situation, la mission recommande d'étudier la possibilité de passer à une parution trimestrielle de ce rapport et de profiter de cette nouvelle fréquence pour développer l'analyse en lieu et place de la publication de l'information brute (l'arrivée d'un agro-économiste à la cellule statistique devrait favoriser cette action).*

L'annuaire statistique 1994 a pu être réalisé et publié et l'annuaire 1995 est presque terminé.

La formation et l'utilisation à titre de test, de professionnels du secteur pour servir d'enquêteurs devrait avoir lieu au premier trimestre de l'année 1997. Une évaluation de ce test devra être présentés au projet à l'issue de la campagne.

#### **Le SIM Céréales.**

Cette activité menée par l'OPAM, avec le concours financier du PRMC, a permis de suivre l'évolution des prix des marchés céréaliers. Les différentes publications (radio, bulletins) ont été régulièrement diffusés.

Les stocks privés ont été suivis tout au long de l'année mais n'ont malheureusement pas été utilisés lors de l'élaboration du bilan céréalier prévisionnel.

Par contre, l'évaluation des flux céréaliers n'a pu être faite suite à des difficultés tant sur le plan méthodologique que des contraintes de terrain vis à vis de la collecte (transaction en dehors des marchés, transports de nuit, non maîtrises des intermédiaires...).

Toutefois, la poursuite normale des activités du SIM, à partir de la campagne prochaine, semble étroitement liée à la restructuration en cours du PRMC en vue de son internalisation à l'horizon 1999. En effet, le SIM ne ferait plus partie du nouveau dispositif de sécurité alimentaire. Il devrait trouver une nouvelle identité et de nouvelles sources de financement. D'autre part, ses activités devraient être redéfinies et diversifiées avec des coûts d'intervention plus réduits.

Compte tenu de l'importance du SIM, dans le système d'information sur la sécurité alimentaire, des acquis et des investissements réalisés, la mission suggère que ce dispositif soit pris en compte dans le processus de réflexion actuelle autour de l'internalisations des dispositifs de collecte. Sa disparition porterait préjudice au fonctionnement du système.

#### **ANIMATION LOCALE**

Les activités d'appui technique et d'animation prévues dans le devis 96/97 ont été pour la plupart réalisées. Celles restantes devraient être achevées d'ici le mois d'Avril 97. Ceci a permis au projet d'asseoir sa crédibilité et une intégration optimale de l'animateur dans le dispositif général.

Pour la campagne 1997/98, les principales tâches techniques, en sus des activités régulières (gestion, coordination avec l'Equipe Centrale d'Animation), porteront sur:

- 1) l'appui à l'analyse des données sur les variables de structure des exploitations agricoles contenues dans l'EAC (niveau de précision des données et variations interannuelles) afin de proposer une fréquence optimum de collecte.
- 2) Appui à la finalisation de la documentation de l'enquête
- 3) appui aux calculs sur la précision des données de l'EAC (à partir des résultats définitifs de la campagne 96/97)

- 4) appui à l'amélioration des publications et à la diffusion.
- 5) appui à la collecte des données pour la mise à jour de la centrale d'information
- 6) suivi des formations régionales (assistance à sélection des candidats, transmissions des dossiers...)

#### **MISE EN PLACE DES CONDITIONNALITES**

Concernant l'internalisation du dispositif de collecte, la prise en charge de la contrepartie par l'Etat Malien a été réalisée. Les fonds correspondants aux 40,4 % ont été entièrement libérés et mis à la disposition des enquêtes.

Pour la campagne 97/98, la prise en charge des frais de collecte par l'Etat atteindra les 67 % prévus dans la convention. Comme l'année dernière, une inscription d'un montant global 42.000.000 F Cfa a été réalisée sur le Budget Spécial d'Investissement.

Concernant le Comité de sécurité alimentaire, le C.O.C (Comité d'Orientation et de Coordination du PRMC) continue de jouer ce rôle. Ses réunions ont été régulières et l'utilisation des données issues du dispositif d'enquête communément admises.

#### **NIVEAU D'EXECUTION DU BUDGET**

Les délais de mobilisation des fonds (FED et Etat) ont été améliorés par rapport aux précédentes campagnes, ainsi que les niveaux d'utilisations des lignes budgétaires. Le niveau d'exécution global est de 80 % au 30/11/96, dont 74 % sur les fonds FED et 100 % sur les fonds de l'Etat.

Les reliquats devrait permettre de couvrir largement le reste des activités programmées.

#### **BUDGET 97/98**

Pour la campagne 97/98, il n'est prévu ni nouvelles activités, ni achat d'équipement. Les actions programmées seront exécutées dans le cadre des enquêtes agricoles et du SIM bétail avec des dispositifs identiques. Concernant les améliorations proposées, elles seront réalisées dans le cadre de ces enquêtes avec l'appui de l'animation locale qui s'assurera par ailleurs de la diffusion à temps des résultats.

Le budget d'un montant total de: 81.385.842 Fcfa (123.826 Ecus) est réparti comme suit:

<b>Enquête agricole:</b>	50.141.880 Fcfa	76.289 écus
<b>SIM Bétail:</b>	9.687.000 Fcfa	14.738 écus
<b>Animation locale:</b>	21.556.962 Fcfa	32.798 écus

## **1 - Evaluation de la campagne agricole**

Dans l'ensemble et si l'on se réfère aux recommandations effectuées lors de la précédente mission, on peut considérer qu'elles ont été largement suivies et appliquées.

D'un point de vue pratique, la mission d'évaluation/programmation avait été préparée avec soin:

- calendrier de rencontres prévus.
- documents préparatoires (rapports d'exécution et devis/programmes prévisionnels) fournis à l'arrivée.
- disponibilité de tous les acteurs aux séances de travail.

Cet aspect montre une certaine maturité du dispositif DIAPER et la volonté de réaliser un travail de qualité.

### **1.1 Aspects institutionnels.**

Il n'existe pas de modifications majeures depuis la précédente mission d'évaluation / programmation. La composante nationale a toutefois été élargie à d'autres structures, notamment:

- 1) les affaires économiques
- 2) les douanes
- 3) le Ministère des transports.

L'objectif visé par cette extension est la maîtrise des flux céréaliers, cette nouvelle composition doit être officialisée dans le courant de l'année.

#### **1.1.1 Animation locale**

L'animateur local assure pleinement son rôle de coordonateur du projet et de gestionnaire des devis programme. Il participe activement aux différentes instances consultatives en matière d'information sur la sécurité alimentaire (SAP, Comité Consultatif du SIM céréale). D'un point de vue technique, ses avis sont écoutés et sa connaissance des structures administratives lui permet de régler certains problèmes d'ordre organisationnels.

#### **1.1.2 La composante nationale**

La composante nationale fonctionne selon les mêmes modalités que par le passé avec les nouvelles structures participantes (affaires économiques, douanes, ..), par contre il n'existe pas encore de publication spécifique issue des travaux de la composante en dehors des rapports réalisés après les réunions périodiques qui se déroulent tout au long de la campagne.

L'animation de la composante (convocations, rapports) revient à l'animation locale et si la CPS se trouve être la structure pressentie pour jouer ce rôle, l'animateur devra veiller à un transfert progressif des responsabilités d'animation vers sa structure de tutelle.

## 1.2 L'ENQUETE AGRICOLE

L'enquête agricole s'est déroulée normalement cette année et les résultats prévisionnels ont été fournis en temps et en heure.

### 1.2.1. Aspects organisationnels

Au Mali, l'Enquête Agricole est placée sous la responsabilité conjointe de la Direction Nationale de Statistiques et de l'Informatique (DNSI) et de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA).

Les problèmes qui existaient de partage des responsabilités sur le terrain semblent être résolus depuis la mise en place au niveau national et régional de réunions de coordination entre les deux structures. Des réunions périodiques ont lieu tout au long de la campagne et elles permettent une meilleure gestion du dispositif.

La mise en place des fonds a été réalisée le 11 juin, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'année passée, cependant il reste encore des problèmes à résoudre pour un démarrage optimum des activités de collecte, notamment en ce qui concerne la mobilisation des moyens de transport des enquêteurs. En effet, le parc de mobylette nécessite des réparations annuelles et les besoins sont transmis parfois tardivement par les responsables régionaux occasionnant une mise en place tardive des enquêteurs sur le terrain (en moyenne fin Juillet, alors que la formation a lieu début juin). Ces deux facteurs expliquent en grande partie les difficultés pour obtenir une couverture exhaustive de l'échantillon lors de la prévision des récoltes.

Si l'enquête agricole permanente est dans l'ensemble bien maîtrisée et fourni ses résultats attendus et appréciés, les autorités maliennes ont entrepris en 1996, une vaste réflexion autour des besoins généraux en matière de statistiques agricoles, notamment en ce qui concerne les aspects des niveaux de signification (obtention de données significatives au niveau des cercles) et de maîtrise des productions secondaires. Une étude et des propositions ont été réalisées par un consultant et doivent être présentées très prochainement.

*Sans présager des résultats de cette étude, la mission recommande qu'elle puisse être analysée aussi bien sous l'angle technique que sous l'angle des coûts des enquêtes proposées.*

Enfin, il faut souligner les efforts entrepris pour faire connaître l'enquête permanente agricole auprès du public. La campagne de sensibilisation menée tout au long de l'année (Spots radio, auto-collants, T-shirts...) a débouché sur une émission sur la télévision nationale diffusée au mois de Décembre 1996 auxquelles ont participé la DNA la DNSI ainsi que l'Animation Locale DIAPER. Ce type d'action pourrait être reproduit dans d'autre dispositifs.

### 1.2.2 La technique

#### L'enquête agricole 1995/1996

Concernant les résultats définitifs de la campagne 95/96, sur les 500 SE (Section d'énumération) tirées, le traitement après apurement a porté sur 468 dossiers soit 2340 exploitations, soit 93 % de taux de couverture.

L'ensemble des données (toutes les variables) ont été saisies, sur un programme développé par la DNSI qui permet un meilleur contrôle des erreurs tant celles contenues dans les dossiers que les erreurs de saisies. La mise en place de ce nouveau programme de saisie semble avoir posé des problèmes, notamment par une trop grande confiance dans les possibilités de correction des données après saisie, ce qui a occasionné des retards dans les publications.

Le rapport de campagne a été publié en Août 1996 et diffusé à 200 exemplaires.

Ce document par rapport à celui de l'an passé a été grandement amélioré dans sa présentation et des efforts de clarification et d'explication de la méthode et des résultats ont été réalisés.

Par contre, les cultures sont encore présentées en bloc (cultures céréalières, de rentes et cultures secondaires), ce qui n'est pas satisfaisant à double titre:

- sur la forme, les tableaux contiennent de nombreuses cases non renseignées ce qui constitue une perte de lisibilité des variables importantes
- sur le fond, les données sur les cultures secondaires sont purement indicatives et leur fiabilité est loin d'atteindre celle obtenue par les cultures principales (Coefficient de variation proche de 100 %).

En présentant ces données dans le même corps de texte, on risque de discrépiter la validité des résultats obtenus par l'enquête agricole en ce qui concerne les cultures principales.

Par ailleurs, on constate un abus d'utilisation de graphes en « 3D » ce qui est souvent peu lisible en noir et blanc et rapidement illisible lorsque le nombre de variables augmente. En matière de graphisme une simple courbe est souvent bien plus parlante.

Le document contient une bonne vingtaine pages donnant la répartition des arrondissements par cercles et par zone agro-climatique. Ce type d'information qui est inchangé d'une année à l'autre devrait se trouver dans un document méthodologique à part et non dans une publication régulière. Ce qui diminuerait d'ailleurs les frais annuels de reproduction.

Enfin, la publication ne contient ni adresse, ni aucun renseignement d'aucune sorte pour le lecteur qui souhaite obtenir des renseignements complémentaires sur les statistiques agricoles au Mali. Une publication est aussi un support pour se faire connaître, surtout si elle est de bonne qualité, c'est une opportunité à saisir.

*La mission recommande que pour les résultats définitifs de la campagne 1996/1997, ces différentes observations soient prises en compte afin d'améliorer encore le document:*

- 1) *séparation nette entre les cultures principales et les cultures secondaires qui peuvent être placées dans un chapitre particulier avec les avertissements nécessaires quant à la fiabilité de ces données*
- 2) *préparation d'une annexe présentant les publications disponibles avec les références (nom, adresse, téléphone, fax) nécessaires pour une commande de l'extérieur*
- 3) *préparation d'un résumé méthodologique dans lequel le lecteur qui le désire peut retrouver l'ensemble des informations à caractère technique (méthode, formules utilisées, découpages administratifs, niveaux de précisions). Ce document auquel chaque publication doit faire référence pourrait être transmis à la demande.*

### L'enquête agricole 1996/1997

#### **La technique**

Le dispositif technique est identique à celui de l'an passé soit:

- 500 sections d'énumération
- 2500 exploitations

avec le même tirage au premier degré que l'an passé.

Suite aux recommandations de la précédente mission d'évaluation les opérations de contrôle ont été formalisées:

- constitution de fiches de contrôles et d'un livret du contrôleur
- élaboration des termes de références des missions de supervisions.

Ces dispositions ont d'ores et déjà amélioré le dialogue entre les agents de collecte et le dispositif de supervision et ont permis d'améliorer l'efficacité des missions de supervisions (termes de référence identiques, rapports identiques..). Il reste cependant à mieux exploiter l'information contenue dans les fiches de contrôle (lorsqu'elles seront toutes parvenues), notamment sous l'aspect d'une analyse de fréquence des erreurs commises ceci devant servir par la suite à la préparation des formations annuelles des agents.

*En aval de la formation des contrôleurs, les fiches de contrôles doivent être reprises et le livret amendé. Pour la campagne 97/98, le dispositif de contrôle doit être pleinement opérationnel.*

#### **Les méthodes de collecte**

L'enquête se déroule en quatre passages qui permettent de remplir un questionnaire très complet:

1er passage: Juillet à mi Septembre

- caractéristique démographique des exploitations
- enquête prévision et stocks
- mesure des parcelles et pose des carrés de

2 ème passage: à partir de mi septembre

3 ème passage

4 ème passage: après mi-octobre

rendement

- poursuite des tâches de pose de carrés de rendement et éventuellement poursuite des activités de mesure des parcelles sur les exploitations n'ayant pas pu être enquêtées avant le 15 Septembre
- récolte des carrés de rendement
- pesée des carrés de rendement et questionnaire sur les structures: élevage, prix à la production, dépenses en équipement et en intrants

Les cultures concernées sont au nombre d'une vingtaine.

Les méthodes de mesures utilisées sont classiques (mesure des parcelles, carrés de rendement..) et n'appelle pas de commentaires particuliers.

Par contre, le questionnaire utilisé est relativement lourd en ce qui concerne les modules sur la structure des exploitations, allongeant notoirement les travaux au moment du quatrième passage, qui se prolonge souvent jusqu'en janvier. Si au Mali ces données sont saisies et publiées, il conviendrait de vérifier la pertinence des informations obtenues et de voir si un allégement du questionnaire est possible.

*La mission recommande que l'animation local, en liaison avec les responsables de l'enquête, puisse réaliser une analyse approfondie des informations de structure, notamment sous l'angle des variations interannuelles de ces variables et des précisions obtenues afin de proposer éventuellement une méthode de collecte plus légère.*

#### Le personnel utilisé.

Le personnel d'enquête est identique à celui utilisé lors de la campagne précédente à savoir:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	141	141	
Enquêteurs à temps partiel			Budget de l'Etat
Contrôleurs	43	43	Budget de l'Etat
Superviseurs régionaux			
Cadres supérieurs	19	19	Budget de l'Etat
Superviseurs nationaux	4	4	Budget de l'Etat
Agents de dépouillement	8	8	
Agents de saisie	8	8	
Informaticiens	2	2	
Analyste	4 H/mois		
Agent centrale d'information	1		budget Etat

Le problème au Mali reste la mise à disposition d'un personnel très mobile ce qui occasionne toujours des difficultés au démarrage de l'enquête. La DNSI signale, en outre, que le personnel de contrôle utilisé arrive dans de nombreuses régions à l'âge de la retraite et qu'il y a de fortes chances pour qu'il ne soit pas remplacé.

## Les résultats

### Exhaustivité de données

Dans l'ensemble et malgré les retards, la situation s'est améliorée par rapport à la campagne précédente et au moment des prévisions 78 % des dossiers d'enquête ont pu être traités. Le tableau ci-dessous donne la situation par région.

REGIONS	Nombre de SE		Nombre d'exploitations	
	Prévu	Enquêté	Prévu	Enquêté
Kayes	65	47	325	227
Koulikoro	82	77	410	391
Sikasso	100	78	500	408
Segou	113	76	565	349
Mopti	99	82	495	404
Tombouctou	24	24	120	120
Gao	17	11	85	51
Total	500	395	2500	1950

### Précision des résultats

La précision des résultats, calculée lors de la mission d'Août 1996, a montré des coefficients de variation normaux par rapport au dispositif utilisé:

- entre 5 et 10 % pour le niveau national des superficies des principales cultures
- entre 10 et 30 % pour le niveau régional et pour les mêmes cultures.

Il n'en demeure pas moins qu'un doute subsiste quant aux coefficients d'extrapolation utilisés, notamment la correction apportée (rapport entre population en ménages et population en exploitation agricoles).

En effet, le coefficient d'extrapolation utilisé en 97, tel qu'il apparaît dans les fichiers est le suivant (en utilisant la notation des fichiers transmis).

coef 97 = "sereg" x "seechmen" / seh x nsexpl x correction. ou

sereg: nombre de SE de la strate (région)

seechmen: nombre de ménage de la SE échantillon

Seh: nombre de SE échantillon de la strate

nsexpl: nombre d'exploitations enquêtées par SE

correct: nombre total de ménage de la SE au recensement / nombre d'exploitations dénombrées dans la SE.

Si ces notations sont correctes (et en simplifiant), cela reviendrait à ne pas tenir compte du nombre de ménage au RGPH, mais du nombre d'exploitations de la même SE.

*La mission recommande que l'ECA puisse analyser de près les différences obtenues en utilisant d'une part la formule utilisée par le dispositif malien et d'autre part le coefficient issu du plan de sondage. Ce travail devrait être réalisé avant la rédaction du manuel de méthodologie générale.*

Compte tenu de la réflexion engagée autour du système statistique en général, les travaux d'analyse statistique de l'échantillon et des résultats doivent être poursuivis (l'évaluation des enquêtes agricoles ne portait que sur un nombre restreint de cultures).

*La mission recommande que l'animation locale poursuive les travaux de calcul de précision:*

- sur les cultures céréalières en calculant systématiquement les variations au deux degrés de sondage et en décompressant les données au niveau des cercles.
- sur les cultures secondaires et les données de structures au niveau National.

*Cette analyse pourrait permettre une optimisation de l'échantillon en fonction des objectifs spécifiques visés par le système d'enquête.*

### 1.2.3 Le matériel d'enquête et de traitement (Cf. tableau annexe 5)

L'ensemble du matériel prévu au titre du précédent devis-programme a été acquis, notamment le lot de boussoles volées a été remplacé.

La situation du matériel de transport des enquêteurs est toutefois préoccupante car ce type de matériel ne dispose que d'une durée de vie limitée (3 à 4 ans maximum) compte tenu des travaux demandés. Les premiers engins acquis ont déjà fait l'objet de réparations très coûteuses. Il est fort probable que d'ici la fin du projet les moyens de transports des enquêteurs soient à peu près inexistants.

Pour la prochaine campagne il faudrait déjà renouveler 12 mobylettes sur lesquelles aucune réparation n'est possible.

*La mission recommande que le Comité Directeur puisse se pencher sur cette requête.*

Pour la prochaine campagne, le matériel de collecte acquis doit être suffisant, il n'en demeure pas moins que les responsables nationaux doivent d'ores et déjà prendre des dispositions pour le renouvellement du matériel d'enquête.

*La mission recommande que l'ordonnateur national soit approché et que dans le cadre de l'internalisation des propositions puissent être faites pour des inscriptions concernant l'achat de matériel, il est par ailleurs possible d'approcher d'autres bailleurs de fonds.*

Concernant le matériel informatique, l'imprimante acquise pour la centrale d'information a subi une grave avarie suite à une surtension. *Compte tenu du fait qu'il s'agit de matériel neuf, la mission recommande qu'elle puisse être réparée.*

#### **1.2.4 La documentation et les publications**

La documentation d'enquête est presque complète et les différents manuels de collecte ont fait l'objet soit d'améliorations (manuel de l'enquêteur), soit de réhabilitation (manuel du contrôleur et du superviseur). Pour la prochaine campagne, il doivent être pleinement opérationnels.

Les documents restant à finaliser sont:

- 1) le manuel de saisie et de traitement, qui doit être réalisé au premier trimestre 1997 par la DNSI qui a élaboré le nouveau masque de saisie.
- 2) le manuel de méthodologie générale qui décrit l'ensemble des opérations nécessaire pour mener à bien cette enquête.

*Compte tenu des difficultés survenues lors des phases de saisie, la mission recommande que deux types de documents soient élaborés:*

- 1) *un document technique à l'usage des cadres décrivant la structure informatique du masque de saisie, les dispositifs de contrôle, les méthodes d'apurement (rejet, remplacement...), plan de tabulation.*
- 2) *un manuel de saisie à l'usage des agents chargés de ce travail qui insiste tout particulièrement sur l'organisation du travail.*

Le manuel de méthodologie générale étant une mise en forme dans un même document des différents manuels déjà réalisés, sa constitution ne devrait pas poser de problèmes particuliers dès lors que le manuel de saisie /traitement aura été finalisé.

Concernant les publications et en dehors des remarques faites sur la publication des résultats définitifs de la campagne 1995/1996, la principale amélioration doit venir du raccourcissement des délais de publication des résultats définitifs (le bilan prévisionnel est quant à lui publié dans les temps) qui devraient être disponibles en fin Mars, début Avril.

Compte tenu du fait que le Mali saisie et publie l'ensemble des données collectées lors de l'enquête, il est évident que la préparation du document final est plus longue que dans d'autres dispositifs. Si les délais sont incompressibles, des solutions alternatives sont possibles, notamment la publication sous forme de bulletin spécial (présentation dépouillée à diffusion restreinte) des principaux résultats concernant les productions céréalières principales.

*La mission recommande de profiter des formations qui seront dispensées dans le cadre du projet DIAPER, pour entamer une réflexion en profondeur sur les différentes publications possibles. A ce titre, la requête des responsables de l'enquête de pouvoir proposer au public des « bulletins flash » sous forme de dépliants peut être prise en considération si ils s'insèrent dans une stratégie globale de publication. En égard à la qualité des documents actuellement produits, toute nouvelle « formule » doit faire l'objet d'une étude que l'on pourrait qualifier de « marché »: quelles informations (redondance par rapport aux autres publications, quel public, quel coût ....?).*

### **1.3 Le Système d'Information sur les Marchés à bétail.**

L'enquête "Suivi des Marchés à bétail" logée à l'OMBEVI fonctionne normalement avec un dispositif identique à celui de l'an passé en notant toutefois que les activités ont pu reprendre normalement dans le Nord du pays, notamment à Gao et Ansongo.

Le nombre de marchés couverts est toujours de 20 dont:

- 16 marchés suivis hebdomadairement
- 4 marchés suivis quotidiennement.

Les informations sur les prix sont transmises au système central par la voie la plus rapide (téléphone, radio ...), les données exhaustives (quantités) sont transmises via les rapports des contrôleurs par voie normale (courrier administratif). Ce qui entraîne un retard certain dans la diffusion de ces données.

Le personnel utilisé est celui prévu par le précédent devis-programme à savoir:

Personnel	Nombre prévu	Nombre utilisé	Imputation budgétaire
Enquêteurs à plein temps	20	20	
Enquêteurs à temps partiel			
Contrôleurs	2	2	
Superviseurs régionaux			
Cadres supérieurs			Budget de l'Etat
Superviseurs nationaux	1	1	Budget de l'Etat
Agents de dépouillement	1	1	
Agents de saisie			
Analyste	1	1	

Même si le nombre de marchés couverts semble un peu faible, en égard à la taille du pays, il est largement suffisant si l'on tient compte des contraintes de personnel et de traitement de l'information.

En effet, les enquêteurs sont des agents de l'Etat (contrôleurs des marchés) et leur nombre ne pourra pas augmenter dans des délais relativement brefs. La formation de personnel « privé » (professionnels du secteur bétail / viande) n'ayant pas encore eu lieu, on ne peut savoir si cette solution alternative est viable à long terme. A ce titre, l'OMBEVI attend la mise en place d'un cadre institutionnel du secteur (Fédération des professionnels du secteur bétail / viande) pour approcher cette structure et proposer un test sur l'utilisation de ce type de personnel. La formation devrait avoir lieu avec les modalités prévues l'an passé dans le courant du premier trimestre 1997.

*La mission recommande que cette expérience soit suivie de près par l'animation locale et l'ECA avant toute extension du dispositif. Les 12 professionnels formés devront participer à l'enquête durant une période de 4 à 6 mois et les résultats comparés à ceux obtenus par les enquêteurs actuels.*

### **Les résultats.**

L'OMBEVI dispose de quatre types de publications:

- les bulletins radio (la diffusion à la télévision a été suspendue par faute de moyen) donnant les cours hebdomadaires et diffusés chaque jeudi
- les rapports mensuels des cours, élaborés à partir des données transmises par voie rapide et diffusés à m + 1 en général.
- la synthèse mensuelle des contrôleurs qui est publiée avec plusieurs mois de retard, mais qui comprend l'ensemble des données collectées par l'enquête
- les annuaires statistiques qui cette année ont repris une diffusion régulière (1994 publié, 1995 en cours de publication).

En fait deux problèmes se posent à l'OMBEVI:

- d'une part des difficultés dans la transmission des données
- d'autre part un manque de cadre d'analyse des données.

Ces deux difficultés conduisent à la publication d'un rapport mensuel qui est diffusé avec beaucoup trop de retard pour être utilisable (autant attendre l'annuaire statistique) et d'autre part ne contient que des tableaux de données brutes (dépouillés) sans aucune forme d'effort de présentation ni d'analyse.

L'arrivée d'un agro-économiste à l'OMBEVI et la formation de quelques cadres au traitement de données (prévu avec l'appui d'un partenaire extérieur) devait permettre de développer la partie analyse de ces publications.

Par ailleurs, le manuel de traitement des données de l'enquête, conçu avec l'appui de l'animation locale, est en cours de finalisation.

*Cependant, eu égard aux problèmes de transmission des données, la mission recommande que soit étudié, avec l'appui de l'animation locale, un format de publication trimestriel. Cette fréquence de parution (calée si possible non sur le calendrier civil, mais sur le calendrier des activités du secteur) permettrait de s'affranchir partiellement des problèmes liés à la disponibilité des données mais aussi de laisser plus de temps à l'OMBEVI pour développer la partie analyse*

## **1.4 L'animation locale**

L'animation locale est bien intégrée à l'ensemble des dispositifs de suivi de la sécurité alimentaire et peut donc mettre en oeuvre les synergies nécessaires à l'amélioration des produits DIAPER. A ce titre, l'animateur local participe aux réunions de concertation technique du SAP et du SIM céréale.

L'animateur local DIAPER au Mali semble jouer un rôle de plus en plus central et son avis est sollicité par les plus hautes autorités pour les problèmes qui touchent à la sécurité alimentaire.

Suite à la mission d'étude sur l'élaboration d'un cadre d'analyse sur la sécurité alimentaire et aux recommandations de la précédente mission d'évaluation concernant le transfert de certaine responsabilités de l'animation locale à la CPS, une réflexion a été engagée. Elle a permis de définir un « noyau dur » de groupe pluridisciplinaire autour de la CPS (Agriculture, Statistiques, Affaires économiques, Elevage SAP...). Ce groupe qui est en cours de constitution devrait à terme constituer l'équipe de travail chargée de l'analyse et de la diffusion de l'information de conjoncture.

### **1.4.1 Relations de collaborations**

#### L'enquête "SIM céréale"

L'enquête SIM céréales est menée par l'OPAM avec le concours financier du PRMC. Etant donné que cette structure dispose d'un réseau sur les marchés (78 points de relevés) et de contacts permanents avec un certain nombre de commerçants (grossistes, demi-grossistes), il est possible d'obtenir des informations sur les stocks privés.

Les stocks privés ont été suivis tout au long de l'année de façon hebdomadaire sur les centre de regroupement (11) et les capitales régionales, mais n'ont malheureusement pas été utilisés lors de l'élaboration du bilan céréalier prévisionnel.

Par contre, l'évaluation des flux céréaliers n'a pu être faite suite à des difficultés tant sur le plan méthodologique que des contraintes de terrain vis à vis de la collecte (transaction en dehors des marchés, transports de nuit, non maîtrises des intermédiaires...).

Toutefois, la poursuite normale des activités du SIM, à partir de la campagne prochaine, semble étroitement liée à la restructuration en cours du PRMC en vue de son internalisation à l'horizon 1999. En effet, le SIM ne ferait plus partie du nouveau dispositif de sécurité alimentaire. Il devrait trouver une nouvelle identité et de nouvelles sources de financement. D'autre part, ses activités devraient être redéfinies et diversifiées avec des coûts d'intervention plus réduits.

Compte tenu de l'importance du SIM, dans le système d'information sur la sécurité alimentaire, des acquis et des investissements réalisés, la mission suggère que ce dispositif soit pris en compte dans le processus de réflexion actuelle autour de l'internalisation des dispositifs de collecte. Sa disparition porterait préjudice au fonctionnement du système.

### La Direction Nationale de la Météorologie

Cette Direction qui participe aux travaux de la Composante Nationale à travers la fourniture de données sur le suivi Agro-météorologique (réseau de suivi assuré par des agents de l'Agriculture autour des postes pluviométriques) a sollicité un appui de la part de du projet pour le recyclage des agents qui participent à ce suivi, notamment sur l'utilisation de la fiche de suivi hebdomadaire des cultures.

*Dans la mesure, où le personnel utilisé est constitué d'agents de l'Agriculture, la mission recommande qu'une réunion de concertation avec la DNA puisse avoir lieu pour pointer les agents qui participent à ce suivi et ceux qui participent à l'enquête agricole afin de vérifier si ce personnel ne se recoupe pas partiellement. Il est en effet tout à fait possible d'ajouter lors du recyclage annuel des agents la fiche de suivi agro-météorologique au même titre que les fiches de l'enquête agricole.*

Par ailleurs, la DNM a sollicité le recyclage de ces cadres à l'utilisation du logiciel DHC4 (logiciel conçu par le programme AGRHYMET, pour le calcul des rendements potentiel régionaux à partir des données pluviométriques), compte tenu du fait que ces formations sont prévues dans le cadre des activités du programme AGRHYMET, le coordonnateur du projet DIAPER doit transmettre cette requête auprès du Directeur du Centre.

#### **1.4.2 La centrale d'information**

La centrale a été transférée de la DNA à la CPS/MDRE après l'acquisition du micro-ordinateur prévu à cet effet et un agent a été affecté au suivi de cette centrale.

Malheureusement, cet agent, victime d'un accident grave n'a pu qu'entamer partiellement la tâche de mise à jour et les problèmes informatiques (communs à l'ensemble des centrales) empêchent jusqu'à présent l'accès de certain fichiers.

Le travail reste donc en grande partie à réaliser et l'animation locale doit apporter son concours pour le recueil des données manquantes. A cette fin un budget spécial a été élaboré et mis à la disposition de l'animateur pour réaliser les travaux de photocopie des documents (seul moyen actuel d'acquisition des données avant saisie au niveau de la centrale).

#### **1.4.3 L'Appui technique**

Il a essentiellement porté sur les aspects d'appui à la confection des différents manuels d'enquête et sur les publications (conception, réalisation, diffusion, CF Annexe 6).

L'animation comme par le passé participe aux missions de supervision de l'enquête agricole.

Ces différentes activités devront être poursuivies pendant le prochaine campagne notamment (voir supra):

- 1) la finalisation de la documentation d'enquête
- 2) la poursuite de réflexions et améliorations des publications
- 3) le traitement statistique des données.

### 1.5 Gestion des devis programmes

L'animation locale a reçu le devis programme approuvé par le Comité directeur en fin Avril 1996. Les fonds ont été mis en place le 11 Juin pour les fonds FED et le 16 Février (pour un trimestre) sur le fonds Etat. La contrepartie malienne a été inscrite sur le Budget Spécial d'Investissement.

Au 30 Novembre 1996, les dépenses totales s'élèvent à **62.553.392 F CFA** dont **21.819.669 F CFA** sur le budget Etat et **40.733.723 F CFA** sur budget FED soit un taux d'exécution de **81,51%**. Le détail figure dans les tableaux ci-dessous.

#### Niveau d'exécution des budgets au 30/11/96

##### Tous financement confondus (Fcfa)

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	MONTANT ENGAGE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
<b>COLLECTE</b>	<b>54.284.493</b>	<b>49.509.645</b>	<b>49.509.645</b>	<b>91,2</b>
Enquête Agricole	44.385.540	42.898.320	42.898.320	
Suivi Marchés à Bétail	9.898.953	6.611.325	6.611.325	
<b>EQUIPEMENT</b>	<b>1.500.000</b>	<b>0</b>	<b>1.495.000</b>	<b>99,66</b>
Enquête Agricole	0	0		
Suivi Marchés à Bétail	1.500.000	0	1.495.000	
Animation locale	0	0		
<b>ANIMATION LOCALE</b>	<b>20.951.896</b>	<b>11.548.747</b>	<b>11.548.747</b>	<b>55,12</b>
Salaire	4.265.156	2.365.443	2.365.443	
Fonctionnement	7.524.350	4.764.635	4.764.635	
Diffusion	6.498.390	1.770.180	1.770.180	
Sensibilisation	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
Entretien bâtiment	1.664.000	1.648.489	1.648.489	
<b>TOTAL</b>	<b>76.736.389</b>	<b>61.058.392</b>	<b>62.553.392</b>	<b>81,51</b>

##### Financement Etat (Fcfa)

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	MONTANT ENGAGE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
<b>COLLECTE</b>	<b>20.172.000</b>	<b>20.171.180</b>	<b>20.171.180</b>	<b>99,9</b>
Enquête Agricole	15.744.675	15.743.855	15.743.855	100
Suivi Marchés à Bétail	4.427.325	4.427.325	4.427.325	
Animation locale	1.664.000	1.648.489	1.648.489	99
<b>TOTAL</b>	<b>21.836.000</b>	<b>21.819.669</b>	<b>21.819.669</b>	<b>99,92</b>

**Financement FED (Fcfa)**

RUBRIQUE	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	MONTANT ENGAGE	TAUX D'EXECUTION (% sur engagement)
<b>COLLECTE</b>	<b>35.612.493</b>	<b>29.338.465</b>	<b>29.338.465</b>	<b>82</b>
Enquête Agricole	28.640.865	27.154.465	27.154.465	95
Suivi Marchés à Bétail	6.971.628	2.184.000	2.184.000	53
<b>EQUIPEMENT</b>	<b>1.500.000</b>	<b>0</b>	<b>1.495.000</b>	
Enquête Agricole	0	0	0	
Suivi Marchés à Bétail	1.500.000	0	1.495.000	
Animation locale	0	0	0	
<b>ANIMATION LOCALE</b>	<b>19287.896</b>	<b>9.900.258</b>	<b>9.900.258</b>	<b>51,32</b>
Salaire	4.265.156	2.365.443	2.365.443	
Fonctionnement	7.524.350	4.764.635	4.765.635	
Diffusion	6.498.390	1.770.180	1.770.180	
Sensibilisation	1.000.000	1.000.000	1.000.000	
Entretien bâtiment	0	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>54.900.389</b>	<b>39.238.723</b>	<b>40.733.723</b>	<b>74,19</b>

**1.6 Mise en oeuvre des conditionnalités.****1.6.1 Le Comité de Sécurité Alimentaire.**

Le Comité d'Orientation et de Coordination (COC) du Programme de Restructuration du Marché Céréalier (PRMC) assume les fonctions de CSA depuis 1994. Les relations entre le COC et l'animation locale se limitent pour l'instant à des échanges d'information à travers notamment la participation de l'animateur local aux instances techniques consultatives.

Le PRMC est actuellement en phase de restructuration avec l'internalisation de ses différentes activités à l'horizon 1999, notamment le SAP et le COC. Pour le prochaines années, il continuera de jouer le rôle de Comité de Sécurité Alimentaire. Toutefois il conviendra de bien examiner lorsque les nouveaux textes seront officialisés si les attributions correspondent au rôle d'un tel comité défini selon le protocole du projet DIAPER.

**1.6.2 Prise en charge des frais de collecte**

Le budget d'un montant de **42.000.000 F CFA** correspondant aux 67 % a d'ores et déjà été inscrit et en cours de discussion à l'Assemblée nationale.

Le budget proposé par le dispositif malien a pris en compte un certain nombre de souhaits émis par les structures, notamment l'augmentation de la dotation en carburant pour les enquêteurs et les contrôleurs. Cette décision motivée après un calcul (région par région) des kilométrages réalisés pour chaque passage de l'enquête (entre 600 et 800 Km pour les enquêteurs et 800 et 1000 pour les contrôleurs, Cf. annexe 7) sera entièrement prise en charge par la contrepartie Etat.

## II. PROGRAMME D'ACTIVITES 1997/1998

Pour la campagne 1997/98, le dispositif d'information sur la sécurité alimentaire ne connaîtra pas de modification par rapport à celui de la campagne précédente. Il sera piloté par la cellule de planification et de statistique (CPS) du Ministère du Développement Rural chef de file de la composante nationale. Ce dispositif comprend :

- l'enquête agricole de conjoncture et stocks paysans (EAC) exécutée par la DNA et la DNSI
- le système d'information sur les marchés (SIM) céréaliers de l'OPAM
- le système d'information sur les marchés à bétail de l'OMBEVI
- le système d'alerte précoce (SAP) chargé du suivi des zones à risques
- le suivi agrométéorologique des cultures assuré par la direction nationale de la météorologie
- et le suivi phytosanitaire conduit par le service de la protection des végétaux.

Ce dispositif sera élargi cette année à la direction du commerce, des douanes et du transport afin de disposer plus régulièrement de données sur ces secteurs et améliorer la qualité des analyses. La contribution de ces services est surtout attendue dans le cadre du groupe de travail pluridisciplinaire en cours de constitution pour s'occuper des travaux d'analyses.

L'animateur local du projet fournira un appui à la CPS pour l'animation et la coordination des activités du dispositif. Il apportera également son concours technique pour la réalisation des objectifs de l'enquête agricole et du SIM bétail. Ces appuis sont définis dans son programme d'activité.

En matière de financement, DIAPER contribuera au financement de l'enquête agricole, du SIM bétail de la banque de donnée, des publications et de l'animation locale. Le SAP et le SIM céréale seront pris en charge dans le cadre du PMRC.

Enfin, la DNM a soumis une requête de financement pour la formation de son personnel à l'exploitation du modèle agrométéorologique DHC4 d'estimation des rendements et à l'exploitation statistique des données. Cette requête sera examinée dans le cadre du programme AGRHYMET qui conduit des activités dans ce domaine.

Le détail des opérations prévues sur budget DIAPER est présenté ci-dessous.

### 2.1. Les enquêtes

#### 2.1.1. L'enquête agricole de conjoncture et stocks paysans (EAC)

##### *a) Rappel des objectifs et de la méthodologie*

L'enquête agricole est réalisée conjointement par la DNSI et la DNA. Elle a pour objectif de déterminer :

- les superficies cultivées,
- les rendements moyens par type de spéculuation
- les productions par région et par type de culture,
- les prévisions de récoltes céréaliers en octobre de chaque année,
- les stocks céréaliers paysans avant récolte,
- les caractéristiques démographiques des exploitations agricoles,
- l'effectif du cheptel des exploitations,
- l'équipement et les dépenses de l'exploitation.

L'enquête couvre sept (7) régions administratives sur les huit (8) que compte le pays. Le niveau de représentativité des résultats est la région.

Il s'agit d'une enquête par sondage à deux degrés. Les unités primaires sont les sections d'énumération (SE) et les unités secondaires sont les exploitations agricoles.

L'échantillon compte 500 SE et 2500 exploitations. Les superficies et les rendements font l'objet d'estimation par mesure directe. Les stocks sont évalués sur base d'interview. Toutes les données font l'objet de saisie et le traitement est informatisé.

Pour la campagne 1997/98, la méthodologie de l'enquête, la taille de l'échantillon (500 SE et 2500 exploitations) et les objectifs sont maintenus.

Les principaux axes d'amélioration sont :

*b) Axes d'amélioration pour 97/98*

- publication à temps opportun des résultats : octobre 1997 pour les prévisions de récolte et mars 1998 pour les résultats définitifs ;
- amélioration du taux de couverture de l'échantillon pour les prévisions de récoltes et calcul de la prévision des données à partir des résultats définitifs ;
- finalisation de la documentation de l'enquête : manuel de saisie et de traitement, manuel de méthodologie générale ;
- amélioration des publications en séparant les cultures principales (céréales et culture de rente) des cultures secondaires dont le niveau de représentativité est faible. Celles-ci devraient être présentées en annexe.
- enfin, une analyse des données de structures des exploitations agricoles (niveau de précision, variation inter-annuelle...) sera faite afin de proposer une méthode et une fréquence de collecte optimum.

*c. Moyens à mettre en oeuvre*

Le personnel comprendra : 141 enquêteurs, 43 contrôleurs, 23 superviseurs (19 régionaux, 4 nationaux), 8 agents de saisies et deux informaticiens. Les enquêteurs et les contrôleurs recevront un cours de recyclage courant mai. Un équipement complémentaire de 20 boussoles sera acquis.

Le dispositif recevra un appui de l'animateur local pour l'organisation et le suivi des opérations, l'élaboration des manuels et la publication des résultats. Le financement des opérations sera assuré par DIAPER et l'Etat malien conformément au budget ci-dessous.

### 2.1.2 Système d'information sur le marché à bétail (SIM bétail)

#### *a) Rappel des objectifs de l'enquête*

Le SIM bétail est conduit par l'OMBEVI qui opère sur 20 marchés répartis sur tout le territoire. Les marchés sont hebdomadaires (16) ou quotidiens (4). Les données collectées concernent le prix du bétail (bovins, ovins et caprins surtout) le prix de la viande, l'offre et la demande d'animaux, la destination des animaux vendus (exportation, abattoir nationaux...), les quantités et le prix des cuirs et peaux.

Les données collectées sont traitées et diffusées à la radio chaque semaine (cours du bétail) et à travers deux bulletins mensuels : "le rapport mensuel sur les marchés du bétail et de la viande" et "la synthèse des rapports des contrôleurs des foires et marchés à bétail".

#### *b) Axes d'amélioration*

Pour la campagne 1997/98, l'enquête sera conduite sur le même échantillon de marché (20) suivant la même méthodologie.

La diffusion hebdomadaire du cours du bétail et bulletin mensuel sur les marchés du bétail et de la viande sera assurée. Concernant la synthèse des rapports des contrôleurs des foires et marchés à bétail, son contenu et sa fréquence de parution seront révisés. Il devra être consacré aux analyses sur le secteur (calcul des principaux indicateurs, évolution dans le temps et dans l'espace, conséquence sur la performance du secteur etc...). Pour ce faire, sa fréquence pourrait être trimestrielle voire semestrielle.

Enfin, il est prévu au cours de la campagne, la constitution d'une banque de donnée avec l'appui d'un bureau d'étude américain "Abt Associates Inc." qui s'occupera en particulier de la formation de cinq (5) cadres en informatique.

#### *c. Moyens à mettre en oeuvre*

L'animateur local apportera un appui pour le suivi de l'enquête et la diffusion des résultats. Il n'est pas prévu l'achat de nouveaux équipements cette année. Quant aux personnels, il sera renforcé par un agro-économiste nouvellement affecté à la division et de 8 professionnels privés de l'élevage pour la collecte. Ceux-ci seront formés dès le premier trimestre 1997. Une évaluation des possibilités d'utilisation permanente de ces professionnelles dans le dispositif sera présenté au projet en fin de campagne.

Le financement de l'enquête sera assuré par DIAPER et l'état malien. Le budget est présenté ci-dessous.

## **2.2. L'animation locale**

L'animation locale est bien intégré dans le dispositif où il est placé auprès de la CPS. Il poursuivra ses activités d'appui à l'animation du dispositif, et à la coordination avec l'équipe centrale d'animation du projet. Les principales tâches d'appui technique au cours de la campagne seront :

- l'analyse des données sur les variables de structure des exploitations agricoles contenues dans l'EAC (niveau de précision et variation inter-annuelle) afin de proposer une méthode et une fréquence optimum de collecte ;
- la finalisation de la documentation de l'enquête ;
- le calcul sur la précision des données de l'EAC (à partir des résultats définitifs de la campagne 1996/97) ;
- l'amélioration des publications (SIM bétail et EAC) et leur diffusion ;
- la collecte des données pour la mise à jour de la centrale d'information ;
- le suivi des formations (assistance à la sélection des candidatures, transmission des dossiers, etc...).

## **2.3. Participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte**

Un montant de 42.000.000 FCFA a été inscrit sur le budget spécial d'investissement pour la participation de l'Etat à la prise en charge des frais de collecte. Ceux-ci sont évalués à 59.828.880 FCFA soit 91.028 ECU (1 ECU = 657,26 FCFA au 30 novembre 1996). Le montant prévu (42.000.000 FCFA) représentant 70,2 % des frais de collecte. Il couvre donc largement les 67 % prévus par la convention et permettra de dégager 2.200.000 F au profit de l'animation locale.

## **2.4. Budget**

Le budget prévisionnel de la campagne 1997/98 est évalué à 81.385.842 FCFA (123.826 ECU). Il est réparti comme suit :

- enquête agricole : 50.141.880 FCFA soit 76.289 ECU
- SIM bétail : 9.687.000 FCFA soit 14.738 ECU
- animation locale : 21.556.926 FCFA soit 32.798 ECU.

La contribution du budget FED sera de 39.385.842 FCFA (59.924 ECU) et celle de l'Etat malien de 42.000.000 FCFA (63.902 ECU).

Les tableaux détaillés de ces budgets sont joints en annexe.

## **ANNEXES**

Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

Annexe 2: Budget Enquête agricole 1997/1998

Annexe 3: Budget SIM bétail 1997/1998

Annexe 4: Budget Animation locale 1997/1998

Annexe 5: Liste du matériel acquis au titre de DIAPER III

Annexe 6: Liste des publications diffusées sur le budget animation locale.

Annexe 7: "rapports de contrôles"

#### Annexe 1: Liste des personnes rencontrées

BANDIOUGOU Camara	Direction Nationale de l'Agriculture
BRILLEAU Alain	AFRISTAT
COULIBALY Abderamane	Directeur Général OMBEVI
COULIBALY Mahamane	CONACILSS
DIARRA Salif	Chef de la cellule SIM céréale
DIARRA Sekouba	Directeur Adjoint DNSI
DIOP Lamine	AFRISTAT
DOUMBIA Oumar	CPS
FOFANA Mahady	Animateur local DIAPER III
FOFANA Modibo	OMBEVI
FOFANA Souleyman	Chef de la Division Production Animale
FONTANA	Conseiller CCE/FED
KEITA Souleyman	DNSI
KEITA Cheik Salibou	OMBEVI
MIGNOT Daniel	Conseiller technique COC/PRMC
TRAORE Kalilou	Directeur Adjoint de la Météorologie
TRAORE Moussa Kalifa	Directeur de la CPS Ministère de l'Agriculture
DIALLO Souleymane	Directeur Adjoint de la CPS Ministère de l'Agriculture
TRAORE Oumar	Secrétaire Permanent du COC/PRMC

**Pays : MALI****Enquête : Enquête Agricole et Stocks Paysans****Service responsable : DNA/DNSI**

DESIGNATION	COUT TOTAL F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
<b>1. OPERATION</b>			
<b>1.1. Frais de personnel</b>	<b>19 089 000</b>	<b>16 321 000</b>	<b>2 768 000</b>
<b>1.1.1 Indemnités</b>	<b>15 030 000</b>	<b>12 510 000</b>	<b>2 520 000</b>
Superviseurs: 21 x 20 000 F x 6 mois	2 520 000	0	2 520 000
Contrôleurs: 43 pers x 10 000 F x 6 mois	3 870 000	3 870 000	0
Enquêteurs : 141 pers x 10 000 F x 6 mois	8 460 000	8 460 000	0
Agt centrale inform: 1 p x 15 000 F x 12 mois	180 000	180 000	0
<b>1.1.2 Frais de missions</b>	<b>3 459 000</b>	<b>3 211 000</b>	<b>248 000</b>
Supervision nationale :	1 695 000	1 447 000	248 000
(3 missions x 10 jours x 5 régions ;			
1 mission x 8 jours x 2 régions			
7 500 F/j/superviseur, 3 000 F/j/chauffeur)			
Supervision régionale: (17 sup. suivant les structures impliquées)	1 764 000	1 764 000	
4 missions x 6j x 7 régions, superviseurs			
7 500 F/j : chauffeur 3 000 F/j			
<b>1.1.3 Primes</b>	<b>600 000</b>	<b>600 000</b>	
Traitemet et contrôle 2 agts, 100 000 F/an	200 000	200 000	
Saisie : 8 agents x 50 000 F/an	400 000	400 000	
<b>1.2. Carburant et transport</b>	<b>12 250 880</b>		<b>12 250 880</b>
<b>1.2.1 Transport</b>	<b>724 000</b>	0	<b>724 000</b>
Avion: 1 billet A/R Tombouctou	130 000	0	130 000
Avion : 1 billet A/R Gao	180 000	0	180 000
Train : 3 billets A/R x 20 000 F ; Kayes	60 000	0	60 000
Pirogue (Mopti, Gao, Tbctou) pour 24 enquêteurs x 12 A/R ; 11contrôleurs x 6 A/R; 1 000 F par A/R.	354 000	0	354 000
<b>1.2.2 Carburant</b>	<b>11 526 880</b>		<b>11 526 880</b>
Supervision nationale :	772 200		772 200
3 missions x 3 000 Km x 0,2 l x 390 F/j et 10% coût carburant pour lubrifiant			
Supervision régionale	1 681 680		1 681 680
4 missions x 700 km x 7 régions x 0,2 l x 390 F/l 10% pour lubrifiant			1 528 800 152 880
Contrôleurs : 25 l x 43 x 6 mois x 430 F/l	2 773 500		2 773 500
Enquêteurs : 15 l x 141 x 6 mois x 430 F/l	5 456 700		5 456 700
Carburant dénombrement : 10 litres par 184 agents (enquêteurs + contrôleurs)	791 200		791 200
Carburant pour agent centrale d'information 10 l x 12 mois x 430 F/l	51 600		51 600
<b>1.3. Impression et expédition doc. d'enquêtes</b>	<b>1 900 000</b>	<b>150 000</b>	<b>1 750 000</b>
Reproduction questionnaires (42 fiches, 2 500 exploitations, 15 F/fiches)	1 575 000		1 575 000
Manuel enquêteur 50 x 3500 F	175 000		175 000
Frais d'expédition	150 000	150 000	
<b>1.4. Entretien matériel</b>	<b>8 660 000</b>	<b>199 880</b>	<b>8 460 120</b>
17 motos x 50 000 F/motos	850 000		850 000

167 mobylettes x 30 000 F/mobylettes	5 010 000		5 010 000
7 véhicules x 400 000 F/véhicule	2 800 000	199 880	2 600 120
<b>1.5. Matériel de collecte</b>	<b>3 450 000</b>	<b>118 000</b>	<b>3 332 000</b>
Boussoles : 20 x 70 000 F	1 400 000		1 400 000
Kit enquêteur/contrôleur 184 x 5 000 F	920 000		920 000
Rubans de mesure 30 x 7 000 F	210 000		210 000
Boîtes à pharmacie 184 x 5000 F	920 000	118 000	802 000
<b>1.6. Formation /Recyclage</b>	<b>4 792 000</b>		<b>4 792 000</b>
Enquêteurs (6j) : 23 000 F/agent (5000 F transport, 3000 F/j perdiem)	3 243 000		3 243 000
Contrôleurs (6j) : 23 000 F/agent (5000 F transpt, 3000 F/j perdiem)	989 000		989 000
Formateurs : 14 formateurs x 4 j x 10 000 F/jour	560 000		560 000
<b>TOTAL OPERATION DE COLLECTE</b>	<b>50 141 880</b>	<b>16 788 880</b>	<b>33 353 000</b>

**Pays : MALI****Enquête : Suivi des Marchés à Bétail 97/98****Service responsable : OMBEVI**

DESIGNATION	COUT TOTAL F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
<b>COLLECTE</b>			
<b>1. Frais de personnel</b>	<b>3 959 000</b>	<b>3 240 000</b>	<b>719 000</b>
<b>1.1. Primes et Indemnités</b>	<b>3 240 000</b>	<b>3 240 000</b>	
Superviseurs : 1superviseur x 12 mois x 2 0000 F/mois	240 000	240 000	
Contrôleurs : 2 contrôleurs x 12 mois x 15 000 F/mois	360 000	360 000	
Enquêteurs : 20 agentsx 12 mois x 10 000 F/mois	2 400 000	2 400 000	
Saisie et analyse : 1 agents x 12 mois x 20 000 F/mois	240 000	240 000	
<b>1.2. Perdiem supervision/contrôle</b>	<b>719 000</b>		<b>719 000</b>
4 missions x 1 sup x 20j x 7 500F/j	419 000		419 000
"    1 chauf. x 20 x 4 x 3000F/j	180 000		180 000
2 missions x 1 sup x 8j x 2 x 7 500 F/j	120 000		120 000
<b>2. Carburants lubrifiants + transport</b>	<b>2 198 000</b>		<b>2 198 000</b>
Carburant (4 missions= 12 000 kms) 12 000 km x 20 l/km x 275	660 000		660 000
Vidanges lubrifiants 10% des frais de carburant	66 000		66 000
Carburant moby. 20 mob. x 10l/mois x12 moisx 430 f/litre	1 032 000		1 032 000
2 billets A/R Bamako-Gao 180 000 x 2 missions	360 000		360 000
4 billets A/R train Kayes 20 000 F x 4	80 000		80 000
<b>3. Impression des fiches et document forfait</b>	<b>730 000</b>		<b>730 000</b>
<b>4. Entretien matériel</b>	<b>1 700 000</b>		<b>1 700 000</b>
Engins à 2 roues 20 mobylettes x 25 000 F/an	500 000		500 000
Entretien véhicule	1 200 000		1 200 000
<b>5. Diffusion média</b>	<b>1 100 000</b>		<b>1 100 000</b>
<b>TOTAL OPERATIONS DE COLLECTE</b>	<b>9 687 000</b>	<b>3 240 000</b>	<b>6 447 000</b>

Taux de change 1 ecu = 657.26 FCFA

**Budget Animation Locale MALI**  
**Campagne 1997/98**

DESIGNATION	Nombre	Coût unitai	TOTAL F CFA	FED F CFA	ETAT F CFA
<b>1. SALAIRES</b>			<b>4 340 012</b>	<b>4 340 012</b>	
<b>1.1. Rémunérations</b>			<b>3 679 320</b>	<b>3 679 320</b>	
Salaire et indemnité animateur	12	207.5	2 490 372	2 490 372	
Salaire et indemnité Secrétaire comptable	12	84.841	1 018 092	1 018 092	
Provision pour augmentation de salaire	12	14.238	170 856	170 856	
<b>1.2. Charges sociales</b>			<b>660 692</b>	<b>660 692</b>	
Chges sles (16% sal AL & SC)	12		300 692	300 692	
Assurance maladie (AL et SC)	2	180 000	360 000	360 000	
<b>2. FONCTIONNEMENT</b>			<b>9 724 350</b>	<b>7 524 350</b>	<b>2 200 000</b>
<b>2.1 Carburant et déplacements</b>			<b>2 130 350</b>	<b>2 130 350</b>	
Coordination Bamako	1 150	390	448 500	448 500	
6 missions à 2500 km en moyenne de 6 j	li/100km	390	1 170 000	1 170 000	
Lubrifiants (10% carb véhicules)			161 850	161 850	
Billet avion A/R Gao (1 mission de 8 j)			180 000	180 000	
Billet avion A/R Tbcou (1 mission de 8 j)			130 000	130 000	
Train A/R Kayes (2 missions de 4 j)			40 000	40 000	
<b>2.2. Perdiem</b>			<b>594 000</b>	<b>594 000</b>	
Animateur local (60 jours)	60	750	450 000	450 000	
Chauffeur (48 jours)	48	30	144 000	144 000	
<b>2.3. Fournitures de bureau</b>			<b>900 000</b>	<b>900 000</b>	
Fournitures (12 mois)			900 000	900 000	
<b>2.4. Frais de communication</b>			<b>1 200 000</b>	<b>1 200 000</b>	
(Téléphone, fax, et poste)					
<b>2.5. Entretien</b>			<b>4 500 000</b>	<b>2 300 000</b>	<b>2 200 000</b>
Véhicule			1 500 000	1 500 000	
Matériel de bureau			800 000	800 000	
Bâtiment (nettoyage, réfection)			2 200 000		2 200 000
<b>2.6. Assurances et Vignettes</b>			<b>400 000</b>	<b>400 000</b>	
<b>3. DIFFUSION DES RESULTATS</b>			<b>6 572 600</b>	<b>6 572 600</b>	
<b>4. CENTRALE D'INFORMATION</b>			<b>920 000</b>	<b>920 000</b>	
Fourniture			500 000	500 000	
Réparation imprimante			300 000	300 000	
Entretien équipement (infor et mob)			120 000	120 000	
<b>TOTAL</b>			<b>21 556 962</b>	<b>19 356 962</b>	<b>2 200 000</b>

## Annexe 5: FICHES D'INVENTAIRE DES EQUIPEMENTS ACQUIS AU TITRE DE DIAPER III

## PAYS : MALI

DESIGNATION	DP 94/95		DP 95/96		DP 96/97		TOTAL ACQUIS	DESTINATION (1)		Centrale d'inf.
	prévu	acquis	prévu	acquis	prévu	acquis		E.A	AL	
<b>I. Engins à deux (2) roues</b>										
1. Bicyclettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Mobylettes	60	60	56	50	-	-	110	90	-	19
3. Motos	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>II. Matériel de collecte</b>										
1. Boussoirs	45	45	16	16	44	41	102 (4)	61	-	-
2. Jalons	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Calculatrices	15	15	10	10	-	-	25	25	-	-
4. Balances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Chaînes/rubans	73	73	14	14	-	-	87	87	-	-
6. Pesons	107	107	-	-	-	-	107	107	-	-
7. Double-rapporteur	98	98	-	-	-	-	98	98	-	-
<b>III. Matériel informatique</b>										
- Micro-ordinateur	3	3	1	2 (2)	-	-	5	1	2	1
- Imprimante	3	3	1	2	-	-	5	1	2	1
- Onduleur	3	3	1	1	-	-	4	1	1	1
<b>IV. Mat. de reprographie</b>										
- Photocopieur	1	1	-	-	1	1 (3)	2	-	1	1
- Duplicateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) E.A : Enquête agricole

AL : Animation Locale

SIMB : Système d'information sur les marchés à bétail

dont un portatif en cours d'acquisition

en cours d'acquisition

41 volées

(2)

(3)

(4)

## Annexe 6: Liste des publications diffusées sur le budget Animation locale (au 30 11 1996)

INTITULE	Date de Publication	Nombre d'exemplaires	Type de diffusion	Coût
Enquête agricole de conjoncture Campagne 1995/96 Résultats définitifs	Août 1996	205	Annuelle	800.000 Fcfa
Annuaire statistique du bétail et de la viande 1994	Septembre 1996	120	Annuelle	720.000 Fcfa
Cours du bétail et de la viande		6	Hebdomadaire	DOC: 8000 F /mois Radio : 288.000 Fcfa /mois
Synthèse des rapports des contrôleurs des foires et marchés à bétail	m + 3 à 4 mois	20	Mensuel	60.000 Fcfa / mois
Rapport mensuel sur les marchés du bétail	m + 5 jours	20	mensuel	16.000 Fcfa / mois

PRIMATURE

COMMISSARIAT AU PLAN

DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE  
ET DE L'INFORMATIQUE

DIRECTION REGIONALE DU PLAN ET  
DE LA STATISTIQUE SIKASSO.

REPUBLIQUE DU MALI  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

1<sup>er</sup> ETAT DU MATERIEL DE L'E.A.C 1996/1997.

DESIGNATION	Zone de SIKASSO			Zone KOUTIALA			Zone BOUGOUNI			Agents D.R.A.			TOTAL		
	B	P	M	B	P	M	B	P	M	B	P	M	B	P	M
1. Boussole.....	2	1	2	4	-	1	6	1	1	4	-	-	16	2	4
2. Mètre ruban.....	3	-	2	5	-	-	4	3	1	-	-	-	8	12	3
3. Peson.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2	-	-
4. Balance romaine.....	4	-	-	4	-	-	3	-	1	1	-	-	12	-	1
5. Machine à calculer.....	-	3	1	2	-	2	2	1	3	-	5	-	4	9	6
6. Machine programmable.....	-	1	-	-	1	-	-	2	-	3	-	-	3	4	-
7. Mobylette.....	2	2	1	-	3	2	2	5	1	7	-	-	11	10	4
8 Imperméable.....	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

B : Bon ; P : Passable , M : Mauvais.

Véhicule de service : LAND ROVER 110 essence : Etat PASSABLE

2°) DISTANCES MOYENNES A PARCOURIR PAR PASSAGE.

AGENTS D.R.P.S.

a) Zone 1 de Sikasso: 4 enquêteurs, 1 contrôleur  
Enquêteurs: Sidi TRAORE : 6 S.E. 682 Km.  
 Karim Fabitien DEMBELE : 6 S.E. 658 Km.  
 Yacouba TRAORE : 6 S.E. 797 Km.  
 Boubacar Zié TRAORE : 5 S.E. 615 Km.

Contrôleur: Dramane BENGALY : 23 S.E. 2.552 Km.

b) Zone 2 de Koutiala: 4 enquêteurs, 1 contrôleur  
Enquêteurs: Amadou IDOUKOUL : 6 S.E. 658 Km.  
 Moussa OUATTARA : 6 S.E. 554 Km.  
 N'Golo DAO : 7 S.E. 595 Km.  
 Jean GOITA : 6 S.E. 512 Km.

Contrôleur: Moussa CISSE : 25 S.E. 2.095 Km.

c) Zone 3, 4 Bougouni: 6 enquêteurs, 2 contrôleurs  
Enquêteurs: Bougouzié TRAORE : 6 S.E. 1.200 Km.  
 Mamadou DIARRA : 6 S.E. 708 Km.  
 Soumaïla SIDIBE : 5 S.E. 800 Km.  
 Souleymane KANTE : 5 S.E. 1.000 Km.  
 Ibrahima KONE : 5 S.E. 840 Km.  
 Jean Baptiste DIALLO : 6 S.E. 988 Km.

Contrôleurs:	Kassoum Kouloumba	DIALLO SAMAKE	17 S.E. : 16 S.E.	2.508 Km. 2.628 Km.
--------------	-------------------	---------------	-------------------	---------------------

**AGENTS D.R.A.**

7 enquêteurs, 2 contrôleurs.

<u>Enquêteurs:</u>	équipe Tinzié - Setigui	:	6 S.E.	793 Km
	équipe Drissa - Sibiry	:	5 S.E.	856 Km
	équipe Tjino - Bréhima	:	5 S.E.	710 Km
	Vinabé DIARRA	:	3 S.E.	981 Km

<u>Contrôleurs:</u> 2 Contrôleurs	:	19 S.E.	2.422 Km.
-----------------------------------	---	---------	-----------

**SUPERVISION**

2 agents par contrôleur

- Zone de Sikasso	- Kadiolo	:	624 Km
- Zone de Koutiala	- Yorosso	:	1.113 Km
- Zone de Bougouni	- Yanfolila - Kolondièba	:	1.308 Km
<hr/>			= 3.045 Km
<hr/>			<b>TOTAL.....</b>

NB: - Consommation moyenne Mobylette 2,5litres à 3litres au 100Km  
 - Consommation moyenne Véhicule 25litres au 100Km

### 3°) MATERIEL INFORMATIQUE

- 1 Micro ordinateur de marque HP en bon état avec espace disponible du disque dur 230 M.O
- 1 Imprimante LASER JET 4 de marque HP en bon état
- 1 Imprimante EPSON LQ - 1170 en bon état

### 4°) PERSONNEL

#### NIVEAU D.R.P.S. :

- 14 enquêteurs dont 1 devant faire valoir ses droits à la retraite en fin 1997
- 4 contrôleurs d'enquête
- 3 superviseurs d'enquête
- 1 coordinateur de l'E.A.C.

#### NIVEAU D.R.A. :

- 7 enquêteurs
- 2 contrôleurs d'enquête
- 1 superviseur.

Sikasso le 06 Décembre 1996

